

Objet : TTIP, signature imminente du traité transatlantique CETA, « STOP TTIP & CETA DAY » ce 20 septembre

Mesdames et Messieurs les Elus de Belgique,

Les traités de commerce transatlantiques de l'Union européenne (UE) avec le Canada (CETA) et avec les Etats-Unis (TTIP) soulèvent une vague d'inquiétude croissante dans la population belge et européenne. Selon un sondage récent publié par La Libre Belgique, [seuls 13% des Belges y sont favorables](#). Ce 20 septembre, [nous étions 15.000 rue de la loi](#), dans toute notre diversité, pour stopper CETA et la négociation du TTIP.

Des annonces ambiguës ont été faites quant à un possible arrêt des négociations du TTIP, mais nous constatons qu'il n'en n'est rien : un nouveau cycle de négociation se tient la semaine du 3 octobre. Quant au CETA, la Commission européenne a demandé aux gouvernements de se prononcer pour le 12 octobre (en amont du Conseil des 17-18 octobre) sur sa signature, signature prévue le 27 octobre. On apprend que cette décision pourrait être influencée par une « déclaration de clarification » du traité dont on ne sait ni si elle modifierait réellement les effets du CETA, ni si elle répondrait à nos préoccupations, ni quand elle sera disponible et pour qui. Ce processus actuellement en cours est à l'image de la négociation du CETA : opaque et exclusif. **Il doit nécessairement être transparent et inclusif et donner le temps à une analyse sérieuse. Comme ce n'est pas le cas, nous continuons à nous opposer à la signature du Traité le 27 octobre.**

Ce ne sont pas de simples accords de commerce, ils auront de lourdes conséquences dans tous les domaines : ils pourraient notamment détruire des milliers d'emplois, réduire les salaires, détériorer les conditions de travail, « marchandiser » l'accès à la santé et à l'enseignement, empêcher l'interdiction de produits toxiques, menacer la survie des petits agriculteurs, affaiblir la protection de la vie privée et marginaliser encore davantage les pays en développement sur la scène internationale.

Ces traités commerciaux permettront en outre aux lobbies d'affaires de participer directement, en amont des Parlements élus, à la rédaction de la législation. Ils donneront également aux investisseurs privés le privilège d'attaquer des politiques publiques via des tribunaux privés (Investor-to-State Dispute Settlement – ISDS ou Investment Court System – ICS). Ces tribunaux privés pourront imposer le paiement de lourdes compensations financières aux autorités en raison de réglementations qui limiteraient leur marge bénéficiaire future. Tous ces éléments donneraient la primauté aux intérêts privés des firmes transnationales sur l'intérêt général.

Selon les études de la Tufts University, le TTIP aurait les effets suivants sur l'Europe : une diminution de la croissance de 0,3 % à 0,5 % selon les zones, une perte annuelle de revenus de 3.400 à 5.550 euro par travailleurs, une suppression de 600.000 emplois, une perte fiscale allant jusqu'à 0,64 % du PIB. Les pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe, dont la Belgique, seraient particulièrement touchés¹. Une autre étude publiée en septembre 2016 identifie dans le cas du CETA jusque 204.000 pertes d'emplois en Europe, des pertes de revenu annuelles entre 316 et 1.331€ et une baisse de la part des salaires dans le PIB².

Les gouvernements de ce pays auront très prochainement la lourde responsabilité de décider si la Belgique soutiendra la signature du premier traité transatlantique CETA. Un moment clé de décision est le Conseil des ministres européens des affaires étrangères ce 17 octobre et sa réunion préparatoire réunissant les 28 représentants permanents des Etats Membres à Bruxelles le 12 octobre.

Les ministres allemand et canadien du commerce ont, dans une démarche plutôt singulière, [annoncé le 18 septembre](#) qu'une « déclaration avec statut légal » serait négociée entre la Commission européenne et le Canada avant la décision du Conseil. Ils ont précisé que celle-ci permettrait de [clarifier ce qui se trouve déjà dans le texte](#) mais [qu'il ne s'agit aucunement d'une renégociation](#) du traité. Pendant ce temps, les [syndicats allemand et canadien ont quant à eux proposé des protocoles additionnels à intégrer au CETA](#) avec effet juridique contraignant, qui limiteraient sérieusement la portée de certains chapitres sur les services, sur la cour d'arbitrage, les marchés publics, ajouteraient la préservation du principe de précaution et des sanctions en cas de non respect des normes sociales et environnementales. Cela illustre la nécessité d'enfin prendre le temps de la concertation. **Cela implique selon nous que toute proposition de texte qui viendrait compléter le traité CETA doit pouvoir faire l'objet, enfin, d'un débat public approfondi avant toute décision au niveau belge et**

¹ Jeronim Capaldo, Tufts University, <https://ase.tufts.edu/gdae/Pubs/wp/14-03CapaldoTTIP.pdf>

² Pierre Kohler and Servaas Storm, Tufts University http://www.ase.tufts.edu/gdae/policy_research/ceta_simulations.html

européen. Comme ce n'est pas le cas, nous nous opposons à toute approbation européenne le 12 ou le 17 octobre et à une signature le 27.

Sans ce débat approfondi, nous demanderons aux Ministres belges en charge du Commerce de refuser la signature du CETA.

Enfin, la Commission européenne essaie de faire appliquer le CETA avant même qu'il ne soit approuvé par les parlements. Nous demandons aux Gouvernements de ne pas soutenir cette démarche et de refuser toute application provisoire du CETA.

Nous invitons tous les décideurs politiques belges à répondre à la présente interpellation et à faire connaître leur position avant le 12 octobre.

Veuillez recevoir, Mesdames et Messieurs les Elus, l'expression de notre respect et de notre détermination.

Pour la campagne belge stop TTIP & CETA,

Marie-Hélène Ska, CSC, Secrétaire générale

Marc Goblet, FGTB, Secrétaire général

Olivier Valentin, CGSLB, Secrétaire national

Jean Hermesse, Mutualités chrétiennes, Secrétaire général

Jean-Pascal Labille, Mutualités socialistes, Secrétaire général

Xavier Brenez, Mutualités libres, Directeur général

Geert Messiaen, Mutualités libérales, Secrétaire général

Philippe Mayné, Mutualités neutres, Secrétaire général

Jean-Philippe Ducart, Test-Achats

Christian Wiertz, MIG

Karine Watelet, Tout Autre Chose

Arnaud Zacharie, CNCN-11.11.11, Secrétaire Général

Christophe Schoune, Fédération Inter-Environnement Wallonie, Secrétaire général

Vincent de Brouwer, Greenpeace, Directeur

Thierry Bodson, plateforme no-transat

Alexis Deswaef, Ligue des droits de l'Homme, Président

Karin Verelst, Alliance D19-20

Christine Mahy, Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, Secrétaire générale et politique

